

À Chypre : entre traumatisme de l'occupation et crispation migratoire, l'extrême droite perce

Entretien avec Théotime Chabre

Les Chypriotes étaient appelés aux urnes dimanche dernier pour les élections législatives. Si les grands équilibres politiques se sont maintenus, le scrutin a été marqué par une poussée significative de l'extrême droite et par l'émergence de nouveaux mouvements politiques. Pour décrypter ces résultats et replacer ce scrutin dans le contexte plus large de la société chypriote, nous avons interrogé *Théotime Chabre*, enseignant à Sciences Po Paris, fin connaisseur de Chypre, où il a réalisé sa thèse sur les enjeux des migrations étudiantes. Comment saisir les dynamiques politiques chypriotes dans leurs dimensions à la fois locales et internationales ?

Pouvez-vous d'abord présenter les principales formations politiques chypriotes et dresser un premier bilan de ce scrutin ?

La vie politique chypriote s'articule traditionnellement autour d'un trio de partis qui structurent le paysage depuis les années 1970. Le Rassemblement démocrate (DISI), d'abord, est un parti de droite à la fois conservateur et fermement pro-européen, fondé par l'une des figures majeures de l'histoire politique de l'île, Glafcos Cléridès, l'un des dirigeants chypriotes les plus importants de l'ère post-coloniale. Le Parti progressiste des travailleurs (AKEL), un parti communiste fondé en 1926, ensuite, fut l'un des acteurs du mouvement des non-alignés pendant la Guerre froide et a longtemps participé à l'entretien des liens étroits entre l'île et la Russie. Ces liens se traduisent aujourd'hui par la présence d'une forte communauté russe. Enfin, le Parti démocrate (DIKO), parti centriste fondé lui aussi dans les années 1970, joue souvent le rôle d'arbitre entre les deux premières formations, naviguant selon les alliances du moment.

Ce scrutin a finalement été moins bouleversant que ce que beaucoup anticipaient. Une remise en cause des partis traditionnels était attendue, mais elle s'est avérée plus modeste que prévu. Le DISI reste le premier parti, avec 27,8% des voix, et AKEL, avec 22,3%, maintient lui aussi ses positions et ses sièges. En revanche, DIKO perd un siège et le Mouvement pour la démocratie sociale (EDEK), d'inspiration sociale-démocrate, n'obtient pas le nombre de voix nécessaire pour être représenté au parlement. C'est significatif car ce sont deux des plus grands soutiens du président actuel, Nikos Christodoulidis. Et surtout, l'extrême droite a réalisé une percée très significative qui constitue sans doute l'enseignement principal de ce scrutin.

Quelle est cette extrême droite dont vous parlez, et comment s'inscrit-elle dans l'histoire politique chypriote ?

Il s'agit du Front populaire national (ELAM), un parti fondé en 2008 à partir d'une antenne locale d'Aube Dorée, le mouvement d'extrême droite grec dissous en 2020 après avoir été

reconnu comme organisation criminelle par la justice hellénique. Pendant longtemps, ELAM est resté très marginal dans la vie politique chypriote. Il faisait ainsi 1,1% en 2011. Et ce n'est pas un hasard : son programme le tenait structurellement à l'écart du consensus politique dominant. Le parti défend en effet une ligne de refus absolu de tout compromis sur la question chypriote, là où les autres formations, de droite comme de gauche, acceptaient au moins sur le papier, l'éventualité d'une solution négociée et notamment le principe d'une République fédérale réunifiée. C'est un parti farouchement anti-immigrants, et qui a fortement contribué à rendre acceptable l'idée que l'immigration irrégulière était en grande partie une conséquence et un instrument de l'occupation turque. Depuis la fin des années 2010, le parti a ajouté à ce socle nationaliste un troisième axe fort : la défense de la ligne verte face aux arrivées migratoires, qu'il présente comme une menace existentielle pour la République de Chypre. C'est ce triptyque : refus du compromis, xénophobie et militarisation de la ligne verte, qui constitue le cœur de son identité politique.

Depuis une décennie, son poids progressait régulièrement, mais lors de ce scrutin, la progression a été brutale : le parti a quasiment doublé son score, passant de 6,8% à 10,9 %. Il s'impose désormais comme la troisième force politique du pays. C'est un résultat qui marque un tournant dans la vie politique chypriote, même s'il s'inscrit dans une tendance de fond observable depuis plusieurs années et même s'il est notablement moins important que les 13 à 15 points que lui prédisaient les sondages.

Y a-t-il eu également des nouveaux venus dans ce paysage politique ?

Oui, deux nouveaux partis ont fait leur entrée au Parlement et méritent qu'on s'y attarde, même si, là aussi, leur performance finale s'avère en deçà de ce que prédisaient les sondages. Le premier est ALMA, un mouvement anticorruption, qui a construit sa campagne autour de la lutte contre la corruption et a notamment mis l'accent sur le scandale des « passeports dorés » — ce programme de citoyenneté par investissement qui a défrayé la chronique ces dernières années à Chypre. L'affaire avait révélé que des personnalités étrangères condamnées ou sous le coup d'enquêtes judiciaires avaient pu obtenir la nationalité chypriote, et par là même la citoyenneté européenne, moyennant des investissements sur l'île. Le scandale, qui rappelle celui qu'a connu l'Île de Malte quelques années auparavant, avait provoqué une onde de choc considérable et alimenté un sentiment de défiance vis-à-vis des élites politiques traditionnelles.

Le second nouveau venu a été baptisé le parti de la Démocratie Directe (ADK), un parti plus difficile à classer idéologiquement. Il est fondé et incarné par Fidias Panayiotou, un député européen élu par surprise en 2024. Youtubeur de profession, il s'est construit une audience considérable en promettant de « renverser la table » politique. Sa particularité est de proposer à ses abonnés de voter à sa place, vendant une forme de démocratie directe par procuration numérique. C'est un personnage iconoclaste - il entretient notamment une proximité affichée avec des personnalités comme Elon Musk - souvent critiqué pour le manque de structure de son programme, mais dont l'irruption dans la vie politique chypriote dit quelque chose d'un désenchantement réel d'une partie de l'électorat.

Comment comprendre la montée d'ELAM ? Est-ce principalement une réaction à la question migratoire ?

Il faut absolument replacer les choses dans leur contexte historique pour comprendre ce qui se joue. La question centrale — et en réalité fondatrice — de la politique chypriote, c'est avant tout l'occupation du nord de l'île par l'armée turque depuis l'invasion de 1974. Les Chypriotes

grecs vivent avec le sentiment profond d'être un peuple occupé, qui a subi l'exil de centaines de milliers des leurs vers le sud, la perte d'accès à leurs propriétés, les traumatismes du conflit. Ils font volontiers le parallèle avec ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui. La ligne verte qui divise l'île en deux depuis cinquante ans est donc bien plus qu'une frontière *de facto* : c'est une blessure ouverte au cœur de la société chypriote.

Pendant longtemps, et jusqu'à l'échec des négociations de Crans Montana en 2017, le consensus politique dominant tablait sur la possibilité d'une solution négociée — imparfaite, lointaine peut-être, mais envisageable. Dans ce contexte, ELAM, avec sa ligne de refus absolu de tout compromis et son discours de reconquête intégrale de l'île, était tenu à l'écart du discours mainstream politique. Ce qui a progressivement changé à partir de la fin des années 2010, c'est le net renforcement de la question migratoire, qui a reconfiguré le débat autour de la ligne verte.

Les arrivées par la ligne verte sur le territoire contrôlé par la République de Chypre de personnes venues de pays tiers, Syriens fuyant la guerre civile, ressortissants d'Afrique subsaharienne, ont augmenté de manière significative à partir de 2016-2017, notamment via les universités du nord de l'île qui les attirent. Si les Syriens sont arrivés majoritairement pour fuir la guerre civile dans leur pays, les universités, nombreuses dans le Nord, ont fonctionné comme un point d'entrée pour une partie des demandeurs d'asile d'Afrique subsaharienne : certains étudiants étrangers, une fois leurs études terminées ou en difficulté, ont franchi la frontière vers le Sud dans l'espoir d'accéder à l'espace européen. Or Chypre, qui n'appartient pas encore à l'espace Schengen même si son intégration devrait intervenir d'ici la fin de l'année, est une sorte de cul-de-sac migratoire : peu de travail, des conditions difficiles, et une impossibilité de circuler librement vers le reste du continent. Ce qui n'a pas empêché les arrivées d'atteindre un niveau jugé significatif par l'ensemble de la classe politique et demeure important par rapport à la taille de la population.

Une partie de la classe politique chypriote, et en premier lieu les partis de droite, accuse la Turquie de ne pas faire les efforts nécessaires pour endiguer ces flux, voire de les utiliser délibérément comme une forme de guerre par procuration contre la République de Chypre. Ce discours, naguère l'apanage d'ELAM, s'est progressivement normalisé et a été intégré dans le débat politique mainstream à partir de la fin des années 2010. Même les formations qui refusent d'endosser la thèse du complot turc considèrent qu'Ankara n'est pas à la hauteur des accords migratoires passés avec l'Union européenne en ce qui concerne Chypre. Ce glissement du débat vers la question du contrôle de la frontière, hier horizon à dépasser, aujourd'hui impératif à défendre, a, en quelque sorte, normalisé une partie du discours d'ELAM et contribué à sa progression électorale.

La Turquie surveille-t-elle de près ces élections ? Joue-t-elle un rôle dans la vie politique chypriote ?

Elle n'intervient pas directement dans les affaires électorales de la République de Chypre, ce qui est le cas dans le nord de l'île, où l'influence turque sur la vie politique est beaucoup plus prononcée, même si cette vie politique est, précisons-le, plus autonome qu'on ne l'imagine souvent de l'extérieur. En revanche, les autorités turques suivent les résultats de la République de Chypre avec attention, et la forte progression d'ELAM lors de ce scrutin a suscité des réactions sensibles à Ankara comme dans la partie nord de l'île.

Le discours turc tend à présenter cette montée comme la preuve tangible d'un rejet croissant, de la part des Chypriotes grecs, de toute perspective sérieuse de négociation avec les Chypriotes turcs. En d'autres termes, Ankara instrumentalise le score d'ELAM pour justifier sa propre

intransigence sur le dossier chypriote, en désignant l'électorat du sud comme fondamentalement hostile à toute solution de réunification. C'est un argument récurrent dans le discours turc, qui revient régulièrement à l'occasion de chaque cycle électoral où ELAM progresse.

Quelle est enfin la portée de ces élections à l'échelle européenne ? Chypre peut-elle peser sur les grandes orientations de l'Union ?

L'influence directe de Chypre, qui tient la présidence du Conseil de l'Union européenne jusqu'au 1er juillet, sur les grandes orientations de l'Union reste modeste. Sur les questions européennes elles-mêmes, il faut souligner qu'il existe un consensus pro-européen très fort dans presque toute la classe politique chypriote, et l'euroscepticisme d'ELAM ne va pas jusqu'à une demande de sortie de l'UE. Ce scrutin ne devrait donc pas modifier significativement le positionnement de Chypre au sein des institutions de l'Union.

Ce qui donne à Chypre une importance géopolitique particulière, c'est davantage sa position géographique — aux portes du Moyen-Orient, membre de l'Union européenne — que son poids électoral proprement dit. Cela a été le cas en 2019 lorsque les bateaux d'exploration d'hydrocarbures turcs ont sillonné les eaux territoriales chypriotes et suscité une réaction de pays membres, notamment de la France qui avait alors mis sa marine à contribution. C'est le cas aujourd'hui, et les récents événements l'ont illustré de manière saisissante : lorsque des drones et missiles iraniens ont atteint les bases militaires britanniques situées sur l'île en mars dernier, c'était la première fois qu'un territoire de l'Union européenne se trouvait directement concerné par une frappe venue de la région. Cela a conduit à un rassemblement de dirigeants européens à Chypre en avril et permis à plusieurs États membres, notamment la France qui confirme son soutien affiché à l'île, de jouer la carte de l'unité européenne face à la déstabilisation régionale. Chypre représente ainsi, malgré elle et en raison de sa géographie, une présence européenne au Proche-Orient.